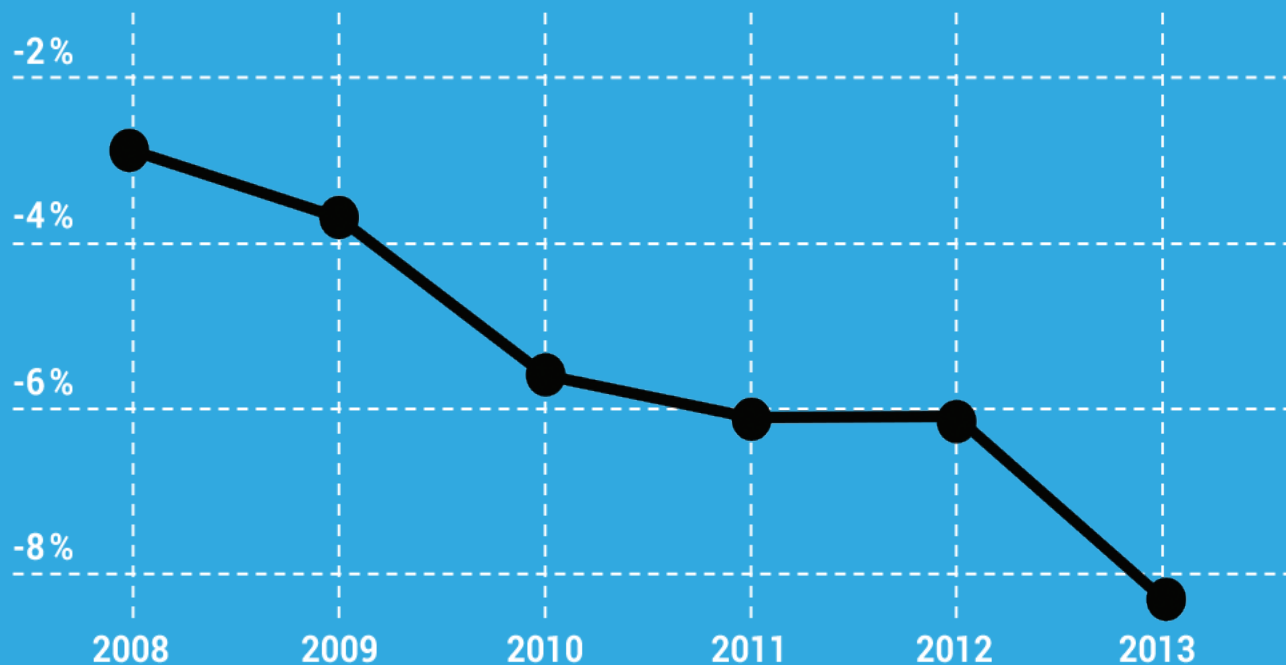




Les salariés des services publics, moins bien rémunérés

FRONT COMMUN 2015

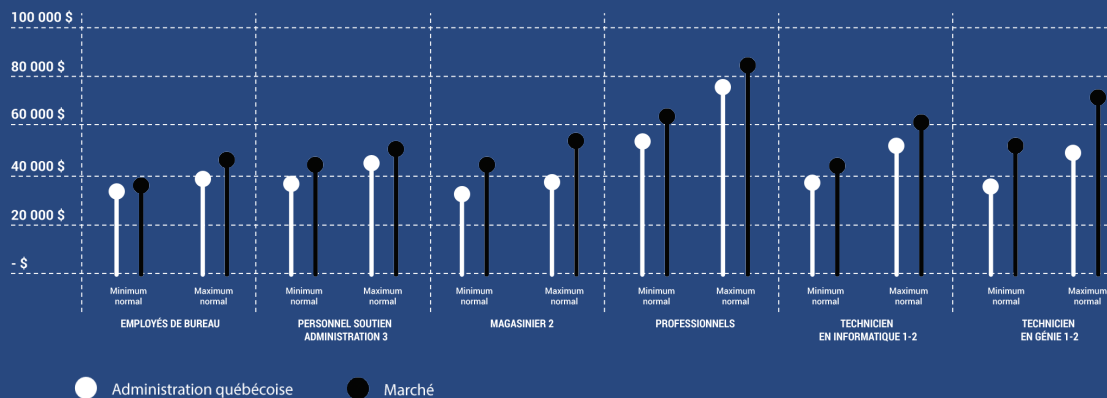
Le personnel de l'État québécois fait les frais, depuis plusieurs années, de la mauvaise gestion des finances publiques. Les faibles augmentations salariales offertes à coups de gels de nos salaires et de décrets de nos conventions collectives ont entraîné, lentement mais sûrement, un écart croissant entre nos salaires et ceux offerts dans le secteur privé ainsi que dans la fonction publique fédérale et municipale.



Évolution de l'écart de rémunération globale entre les salariés de l'administration québécoise et les autres salariés québécois. En 2013, les salariés du secteur public accusaient un retard de 8,3 % par rapport aux autres salariés québécois.

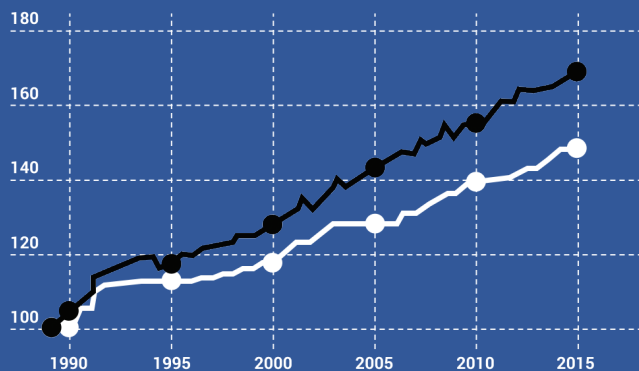
En novembre 2013, l'Institut de la statistique du Québec statuait que la rémunération globale octroyée dans le secteur public accusait un retard de 8,3 % par rapport aux autres salariés québécois. Cet écart se situait à 2,9 %, il y a à peine six ans. Pour un emploi comparable, un employé du secteur public reçoit en moyenne une rémunération de 8,3 % inférieure à celle des autres secteurs d'emploi. Quand on met en relief le fait que les femmes représentent 75 % de la main-d'œuvre du secteur public, il n'est pas totalement erroné de parler de discrimination salariale basée sur le sexe.

Pour certains secteurs d'activité, l'écart est encore plus marqué. Par exemple, pour les ouvriers spécialisés dans les réseaux de la santé et de l'éducation (peintre, soudeur, électricien, etc.), l'écart défavorable de rémunération dépasse 30 %.

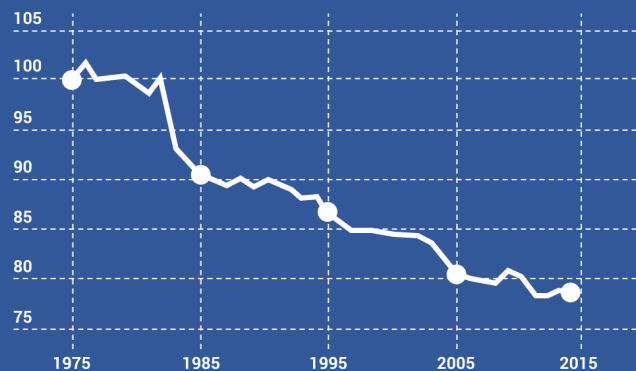


Comparaison des échelles salariales entre les salariés de l'administration québécoise et les autres salariés québécois (du salaire d'entrée au maximum des échelles salariales).

En 25 ans, les salariés du secteur public n'ont pas été en mesure de se protéger contre la hausse du coût de la vie. Lorsqu'on compare les augmentations paramétriques des salaires avec l'évolution de l'inflation, force est de constater que, depuis 1989, ces augmentations accusent un retard de 10 % par rapport à la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC). Les dépenses rattachées au coût de la vie explosent pendant que les salaires de ceux et celles qui travaillent dans les services publics connaissent une croissance pour le moins anémique.



Évolution des paramètres salariaux et de l'inflation entre 1989 et 2015 (base 1989 = 100)



Évolution des paramètres salariaux du secteur public de 1975 à 2014 en dollars constants (base 1975 = 100)

● Paramètres salariaux ● Inflation

FRONT COMMUN 2015

FRONTCOMMUN.ORG

